



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1182

1er avril 2015

- **Choléra : 20 communes en alerte rouge à l'approche de la saison des pluies**
- **Agriculture : Des paysans heureux du retour des pluies dans le Plateau central**
- **Haïti-Rép. Dominicaine : Des fruits et légumes interdits sont en vente dans plusieurs villes frontalières**
- **Les organisations sociales lancent la commémoration du centenaire de l'occupation américaine d'Haïti (Multimédia)**

>> Choléra : 20 communes en alerte rouge à l'approche de la saison des pluies

20 communes sont en alerte rouge à l'approche de la saison des pluies, indique le bureau des Nations Unies de coordination des affaires humanitaires (Ocha) en Haïti, citant le Ministère de la santé publique et de la population (MSPP). Plus de 440 cas de choléra ont déjà été répertoriés dans ces communes, du 3 au 9 mars 2015, selon l'Ocha. La situation est beaucoup plus critique dans les communes de Port-au-Prince (65 cas), de St Marc (60 cas), de Cabaret (47 cas) et Tabarre (40 cas). Avec cette remontée de nouveaux cas de choléra, les structures de prise en charge hospitalisent près de trois fois plus de cas qu'en 2014. 7 833 cas suspects et 72 décès ont été enregistrés, du 1er janvier au 28 février 2015. Face à cette hausse, la communauté humanitaire exprime ses préoccupations par rapport à une éventuelle recrudescence significative de la maladie, au cours de la prochaine saison pluvieuse qui débute en mai, dans un contexte de sous-financement et de diminution des activités humanitaires sur le terrain. Des mécanismes institutionnels, comme un plan

de contingence, sont mis en place pour lutter contre la remontée des cas de choléra dans le pays, signale à AlterPresse le docteur Donald François, coordonnateur national de la lutte contre le choléra au MSPP.

Mis en place au mois de mars 2015, ce plan viserait à renforcer les mobilisations sociales, comme l'éducation sanitaire auprès de la population, ainsi que les capacités des institutions pour une prise en charge de tous potentiels malades. Les efforts de prévention et de réponse rapide aux alertes doivent être intensifiés au moment où Haïti entre dans la saison des pluies, encourage l'Ocha. « Plus de 80 millions de dollars américains sont requis en 2015 et 2016, afin, non seulement de renforcer les capacités nationales de réponse rapide aux flambées, mais aussi de combler les lacunes en termes d'accès aux services sociaux qui permettent à la maladie d'apparaître et de s'installer », explique le bureau onusien.

Depuis son apparition, en octobre 2010 en Haïti, l'épidémie de choléra a déjà fait près de 9 mille morts.

>> Agriculture : Des paysans heureux du retour des pluies dans le Plateau central (Correspondance Ronel Odatte)

Les premières pluies du printemps, le week-end écoulé à Hinche (Plateau central), ont apporté la gaieté, la satisfaction et la joie au cœur des paysans et cultivateurs. De Marmont à Juanaria, de la 3e jusqu'à la dernière section d'Aguahedionde rive gauche de la commune de Hinche, les paysans expriment leur sentiment de bonheur et de plaisir de pouvoir reprendre le chemin du travail. « C'est la bénédiction divine », déclare Baptiste Desravines, un cultivateur de maïs travaillant sur 2 hectares dans la localité de Los Palma, 3e section d'Aguahedionde rive droite. Tôt, au matin du 30 mars 2015, de nombreux jeunes travaillant en périphérie de Hinche, munis de houes et de machettes, ont pris la route de Juanaria pour commencer à labourer leurs terres. D'autres disent vouloir mettre leurs outils et leurs forces de travail à disposition de celles et de

ceux qui veulent acheter leurs services (matent ou tare en Créole). « La pluie est attendue depuis le début du mois de mars. Aujourd'hui, nous voulons en profiter », confie Ghislène Louis, une jeune paysanne de 24 ans qui fait de la culture maraîchère depuis plus de 2 ans à Marmont (2e section de la commune de Hinche). Après le labourage, ce sera le début du processus de plantation du maïs, de la banane, du pois, et des légumineuses. La commune de Hinche dispose de 4 rivières, mais aucune d'entre elles n'est exploitée pour la production vivrière. Par ailleurs, des paysannes et paysans feront sans doute face à des problèmes de semences qui commencent à manquer. Or, contrairement aux pratiques de solidarité caractérisant jadis la paysannerie haïtienne, les semences sont vendues. « Pour planter de la banane, du manioc, de la

patate douce, du pois, de la canne à sucre, il faut avoir de l'argent pour se les procurer. Autrement, vous ne pourrez rien faire, car personne ne va vous aider »,

explique, Jean Luc Marcénat, technicien agricole et père de 6 enfants. Selon lui, la semence est un héritage sacré. Elle ne doit pas être vendue. « Cela se donne ».

>> Haïti-Rép. Dominicaine : Des fruits et légumes interdits sont en vente dans plusieurs villes frontalières

Malgré leur interdiction, des fruits et légumes en provenance de la République Dominicaine continuent d'être vendus dans les marchés haïtiens, sans la présence de vérificateurs pouvant assurer l'application de la mesure, observe AlterPresse. Le gouvernement a annoncé l'interdiction d'une trentaine de fruits et légumes, produits en territoire voisin, pour prévenir une infestation des cultures locales par la mouche méditerranéenne des fruits, présente à Punta Cana (ville dominicaine). Selon un constat, effectué, le 30 mars 2015, dans plusieurs zones frontalières du pays, notamment à Ouanaminthe (Nord-Est), la majorité des produits interdits, tels les bananes, les concombres, les piments, traversent la frontière, toujours aussi perméable coté haïtien. A Ouanaminthe, des agents douaniers interrogés disent avoir appris à la radio, comme tout le monde, les mesures d'interdiction. Cette mesure n'a rien changé, car les produits interdits ou non se vendent comme auparavant. Même cas de figure à Anse-à-Pitres (Sud-Est), zone frontalière de Pedernales, où des commerçants haïtiens traversent la frontière pour aller acheter les fruits et légumes dominicains, sans aucune restriction. Aucun agent de la Police nationale d'Haïti (PNH) n'a été remarqué dans le marché frontalier. Oignons, piments, poivrons, choux, bananes et autres ont été remarqués dans les marchés d'Anse-à-Pitres. Les seuls agents de la PNH, qui sont

présents, sont affectés au consulat haïtien, ré-ouvert après plusieurs jours de fermeture. Au niveau du marché de Belladère/ Elias Piña, aucune mesure n'a été respectée : les marchands continuent d'acheter clandestinement pour, ensuite, revendre au vu et au su des autorités. Les agents douaniers ne font qu'empêcher les camions de marchandises de traverser sans payer les frais de douanes. Pourtant, l'interdiction n'a pas été levée. Au terme d'une rencontre bilatérale, le 27 mars 2015, il a été décidé qu'une commission mixte technique de six membres évalue la propagation de l'insecte redouté et offre des solutions. Les chanceliers dominicain et haïtien, respectivement Andrés Navarro et Duly Brutus, ont conduit cette rencontre, en République Dominicaine, autour des thèmes comme l'agriculture, la sécurité, la migration et la situation des Haïtiens en situation irrégulière en République Dominicaine. La mouche méditerranéenne des fruits, de son nom scientifique *Ceratitis capitata* (Wiedemann), est un insecte de la même famille que celle mouches de fruits qui existent déjà dans le pays. N'ayant aucun impact sur les êtres humains, elle peut, toutefois, corrompre les fruits, en y produisant des vers. Elle est aussi capable de détruire totalement les récoltes. Ce qui pourrait contraindre les producteurs à dépenser beaucoup d'argent pour contrôler et traiter leurs productions, avant la vente.

>> Les organisations sociales lancent la commémoration du centenaire de l'occupation américaine d'Haïti (Multimédia)

L'initiative du Mouvement patriotique démocratique et populaire (MPDP), une plateforme de 25 organisations sociales, a lancé, le 29 mars 2015, à Port-au-Prince, une série d'activités commémoratives du centenaire de la première occupation américaine d'Haïti, suite au débarquement des marines le 28 juillet 1915. Une journée de conférences, déclarations, témoignages, exposition de photos et prestations musicales, a eu lieu à la Faculté d'ethnologie, avec la participation de quelques centaines de personnes, en particulier des étudiants. Cette activité s'inscrit dans le cadre du combat pour « la désoccupation du pays », explique Ernst Mathurin, secrétaire provisoire de l'initiative MPDP. La démarche vise aussi l'émancipation de l'État haïtien, qui ne doit plus être un État « soumis », mais

un État « national, social et démocratique », ainsi que l'endiguement du « pillage des ressources nationales ». Selon Mathurin, il faut travailler à la « conscientisation de la population sur l'occupation », qui, d'après lui, a changé de forme au cours des ans, mais se poursuit aujourd'hui encore, après le départ physique des soldats américains en août 1934. Après avoir été sous « contrôle à distance » jusqu'en 1994, le pays a été mis sous « tutelle des Nations-Unies » de concert avec le département d'État américain et les institutions internationales, ajoute le dirigeant de l'initiative MPDP. Voilà pourquoi, selon lui, les activités mises en œuvre commémorent « 100 ans d'occupation » d'Haïti. (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article18000>)

A lire également :

- Conférence à Paris dans le cadre du centenaire de l'occupation américaine (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article18003>);
- Transition démocratique et gouvernance, 29 ans de malaise (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article17992>);
- Droits humains : L'urgence de corriger des situations remarquablement graves, selon Gustavo Gallón (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article17974>);
- Culture : 7e Forum transculturel d'art contemporain à Port-au-Prince (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article17990>).